

Des milliers de personnes risquent
d'être déplacés à nouveau

Ouaka Prefecture

Point de situation No. 3
24 février 2017

Ce rapport est produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est diffusé par OCHA RCA et couvre la journée du 24 février 2017

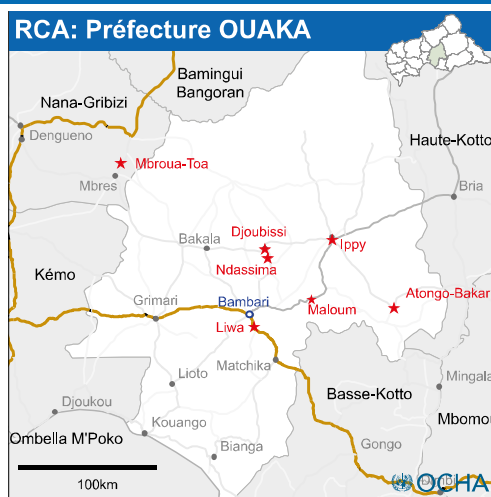
I. POINTS SAILLANTS/PRORITES

- Renforcement du dispositif sécuritaire à Bambari
- Pressions exercées sur la communauté à risque déplacée à Ippy

II. Aperçu de la situation

- Afin de renforcer la mise en œuvre de la mesure «Bambari ville sans groupes armés », la Force internationale a instauré depuis le 23 février au soir un couvre-feu allant de 19h00 à 6h00. Le calme règne, les activités commerciales reprennent progressivement. Les écoles sont encore fermées. L'ultimatum donné aux autres groupes armés arrive à expiration ce jour.
- L'accès à l'unique source d'eau potable de la ville d'Ippy est refusé à la communauté à risque qui y vit en enclave depuis le 11 février. La communauté composée de 200 à 250 membres est en attente d'une exfiltration sécurisée par la Force internationale vers Bambari ou Maloum.

RCA: Préfecture OUAKA



Source Carte: SIGCAF carte créée 22 février 2017

III. Besoins humanitaires et réponse

- Il est urgent que le groupe à risque d'Ippy soit exfiltré. Qu'il soit relocalisé à Bambari ou à Maloum, le groupe a l'assurance de bénéficier d'une assistance humanitaire.

IV. Coordination

Une concertation est toujours en cours entre la Force internationale, les partenaires humanitaires (HCR et OCHA), la composante civile de la MINUSCA ainsi que les autorités d'Ippy et de Maloum et certains leaders communautaires pour définir les modalités pratiques (logistique, sécurité, accueil, ...) du départ de la communauté à risque d'Ippy vers Maloum ou Bambari. OCHA poursuit aussi son plaidoyer avec les groupes armés pour que ce transfert ne soit affecté par aucun incident sécuritaire.

V. Financement

Le financement du Plan de réponse humanitaire (PRH) pour 2017 est de 399,5 millions de \$ américains. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS- <http://fts.unocha.org>; fts@un.org). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

Pour plus d'informations, veuillez contacter OCHA RCA
Joseph Inganji, Chef de bureau, +236 70 73 87 30, inganji@un.org
Yaye Nabo Séné, Cheffe de section, Information publique + 236 70 08 75 65, seney@un.org
 Les produits d'OCHA sont disponibles sur www.unocha.org ou www.reliefweb.int